

Cet avis sur le site TED: <http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:348235-2015:TEXT:FR:HTML>

**France-Commercy: Services de recherche sociale
2015/S 192-348235**

Avis de marché

Services

Directive 2004/18/CE

Section I: Pouvoir adjudicateur

I.1) **Nom, adresses et point(s) de contact**

Codecom du Pays de Commercy
Maison des Services, Château Stanislas
À l'attention de: M. Vautrin Jean Philippe, président
55200 Commercy
FRANCE

Adresse(s) internet:

Adresse générale du pouvoir adjudicateur: <http://paysdecommercy.fr/>
Adresse du profil d'acheteur: <http://www.klekoon.com>

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues:

Communauté de communes du Pays de Commercy
Château Stanislas, maison des services
À l'attention de: Antoine Maffeis
55200 Commercy
Téléphone: +33 329912433

E-mail: amaffeis@codecom-pays-commercy.fr

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris les documents relatifs à un dialogue compétitif et à un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus:

Communauté de communes du Pays de Commercy
Château Stanislas Maison des services
55200 Commercy
Téléphone: +33 329911935
E-mail: vdussaulx@codecom-pays-commercy.fr
Adresse internet: http://www.klekoon.com/dematernet/formulaire_3_Detail_Consultation.asp?consultation_ID=56962

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées:

Communauté de communes du Pays de Commercy
Château Stanislas Maison des services
À l'attention de: M. le président
55200 Commercy
Adresse internet: http://www.klekoon.com/dematernet/formulaire_3_Detail_Consultation.asp?consultation_ID=56962

I.2) **Type de pouvoir adjudicateur**

Autre: Établissement public de coopération intercommunale

I.3) **Activité principale**

Services généraux des administrations publiques

I.4) **Attribution de marché pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs**

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: non

Section II: Objet du marché

II.1) **Description**

II.1.1) **Intitulé attribué au contrat par le pouvoir adjudicateur:**

Marche public de Suivi-Animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat privé — «renouvellement urbain» des communes du Pays de Commercy.

II.1.2) **Type de marché et lieu d'exécution, de livraison ou de prestation**

Services

Catégorie de services n° 27: Autres services

Code NUTS FR412

II.1.3) **Information sur le marché public, l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique**

L'avis concerne un marché public

II.1.4) **Information sur l'accord-cadre**

II.1.5) **Description succincte du marché ou de l'acquisition/des acquisitions**

Le présent marché est une mission d'études et une mission de suivi-animation d'un nouveau programme d'amélioration de l'habitat privé sur l'ensemble de la communauté de communes du Pays de Commercy. Il consistera en l'accompagnement à la mise en œuvre de l'OPAH avec l'ANAH et en tranches conditionnelles une mission de suivi-animation du programme d'amélioration de l'habitat privé — renouvellement Urbain.

II.1.6) **Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)**

79315000, 79311200, 79311300, 79419000

II.1.7) **Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)**

Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

II.1.8) **Lots**

Division en lots: non

II.1.9) **Variantes**

Des variantes seront prises en considération: non

II.2) **Quantité ou étendue du marché**

II.2.1) **Quantité ou étendue globale:**

Le marché est conclu pour une période ferme comprenant une mission étude ainsi qu'une mission suivi et animation volet incitatif de 3 ans renouvelable tacitement 3 fois maximum par période annuelle, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 6 ans.

Le marché comporte des prestations supplémentaires éventuelles énoncées dans le CCTP auxquelles les candidats devront obligatoirement répondre.

Quantité espérée:

Tranche ferme: Nombre de dossiers d'aides OPAH: 20 à 25 à l'année.

Si tranches conditionnelles affermies:

Traitement de cas OPAH-RU: environ 5 à 10 immeubles traités sur la durée totale du marché (toutes tranches affermies).

II.2.2) Information sur les options

Options: oui

description de ces options: Le marché comporte

— une 1ère phase: mission d'étude en tranche ferme,

— une 2ème phase: mission de suivi-animation concernant le volet incitatif de l'OPAH en tranche ferme.

Tranches conditionnelles:

— une mission de suivi-animation du volet coercitif «ru» en tranche conditionnelle pour 3 années à compter de l'affermissement (TC1),

— une mission de suivi-animation du volet coercitif «ru» en tranche conditionnelle pour la 4ème année (TC2),

— une mission de suivi-animation du volet coercitif «ru» en tranche conditionnelle pour la 5ème année (TC3),

— une mission de suivi-animation du volet coercitif «ru» en tranche conditionnelle pour la 6ème année sans que la durée totale du marché ne puisse durer plus de 6 ans (TC 4).

Le marché pourra faire l'objet d'un marché similaire dans les conditions de l'article 35-II-6 du code des marchés publics.

II.2.3) Reconduction

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction: oui

Nombre de reconductions éventuelles: 3

II.3) Durée du marché ou délai d'exécution des travaux

Durée en mois: 39 (à compter de la date d'attribution du marché)

Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) Conditions relatives au contrat

III.1.1) Cautionnement et garanties exigés:

En cas d'avances, garantie à première demande exigée.

III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent:

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes: budget propre du Pays de Commercys, subvention à hauteur de maximum 50 % de l'ANAH.

Les montants des règlements seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes dans le respect des règles de la comptabilité publique (article 98 du code des marchés publics, conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28.1.2013).

III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché:

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

En cas de groupement, la forme imposée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il assurera sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

III.1.4) Autres conditions particulières

L'exécution du marché est soumise à des conditions particulières: non

III.2) Conditions de participation

III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: — copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si DC2 non fourni),
— déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics, concernant les interdictions de soumissionner (si DC1 non fourni),
— la déclaration du candidat (DC2 préconisé), modèle contenant les déclarations et attestations sur l'honneur prévues aux articles 45 du CMP,
— pour les candidats employant plus de 20 salariés, les certificats sur l'honneur permettant d'attester la régularité de leur situation vis-à-vis de l'obligation définie aux articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail (si DC1 non fourni),
— si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) (si DC1 non fourni)
— si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents (si DC1 non fourni);
— si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur.

III.2.2) **Capacité économique et financière**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: — déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles,
— déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

III.2.3) **Capacité technique**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:
— présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,
— déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
— indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché,
— déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années,
— les certificats de qualification professionnels (ou équivalent). La preuve de capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

III.2.4) **Informations sur les marchés réservés**

III.3) Conditions propres aux marchés de services

III.3.1) Information relative à la profession

La prestation est réservée à une profession particulière : non

III.3.2) Membres du personnel responsables de l'exécution du service

Section IV: Procédure

IV.1) Type de procédure

IV.1.1) Type de procédure

Ouverte

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer

IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue

IV.2) Critères d'attribution

IV.2.1) Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères suivants des critères énoncés dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier, ou dans le document descriptif

IV.2.2) Enchère électronique

IV.3) Renseignements d'ordre administratif

IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur:

2015-08

IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et de documents complémentaires ou du document descriptif

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

12.11.2015 - 12:00

IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

français.

IV.3.7) Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

en jours: 120 (à compter de la date limite de réception des offres)

IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres

Section VI: Renseignements complémentaires

VI.1) Renouvellement

VI.2) Information sur les fonds de l'Union européenne

VI.3) Informations complémentaires

Le DCE est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante: http://www.klekoon.com/dematernet/formulaire_3_Detail_Consultation.asp?consultation_ID=56962

Les modalités de remise des offres sont indiquées dans le règlement de consultation.

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 30.9.2015.

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Nancy

5 place Carrière

54000 Nancy

E-mail: greffe.ta-nancy@juradm.fr

Téléphone: +33 383174343

Adresse internet: <http://nancy.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2) **Introduction des recours**

VI.4.3) **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours**

Tribunal administratif de Nancy

5 place Carrière

54000 Nancy

E-mail: greffe.ta-nancy@juradm.fr

Téléphone: +33 383174343

Adresse internet: <http://nancy.tribunal-administratif.fr>

VI.5) **Date d'envoi du présent avis:**

30.9.2015